L'Abeille de la Nouvelle-Orléans

BUREAUX, No. 73 RUE ...

NOUVELLE-ORLÉANS.

DIMANCHE M... JUIN

La Crise Politique en France.

Aujourd'hui nous donnons les dernières pépêches de rentrée de l'Assemblée de Versailles, le paquebot courrier nous apportera, sans doute, les journaux du 22, qui nous donneront des détails sur le dénouement de la crise. Ce dénouement était déjà prévu après l'élection de M. Buffet à la présidence de la Chambre. Voici ce que dit la *Patrie* à ce sujet :

"Il y a moins de deux mois, M. Buffet était, on peut presque le dire, improvisé président avec 50 voix. Cette dignité lui paraît à gauche qu'on l'accordait à quelque notion comme une aumône sur ce que serait probablement corriger un scrutin mieux informé et mieux préparé. Hier cependant, alors que le bon et l'arrière-pensée, — qui l'eût cru ? — avaient été dépistés qui suivent ses inspirations à voter pour l'ancien président de la commission de grâces, M. Buffet a obtenu 399 voix, enfin que M. Martel n'en obtenait que 289. Ce résultat n'a point surpris ceux qui ont pu se rendre compte de l'esprit résolu et discipliné qui anime aujourd'hui ce qui nous pouvons appeler hardiment la majorité conservatrice. C'est la marche qu'à la présidence et au monde officiel, où l'on continue à se nourrir d'illusions, on a vivement ressenti cet échec, auquel on ne s'attendait pas.

M. de Goulard est sorti le premier du scrutin pour les vice-présidents avec 367 votants. Ce chiffre n'est pas moins caractéristique que le précédent. L'ancien ministre de l'intérieur représentait dans le cabinet les idées conservatrices ; il les représente encore plus après sa retraite, et il nous paraît difficile d'admettre que les 367 voix qui l'ont nommé ne soient pas acquises à l'interpellation de la droite. Ces 367 votants ont évidemment voulu protester contre la politique qui a forcé M. de Goulard à se démettre de son portefeuille. Ils ne se déguisent pas. Nous les retrouverons malheureusement unis dans la séance de vendredi, qui a été accordée par M. Dufaure pour discuter l'interpellation. Ils formeront une majorité compacte qui saura imposer au gouvernement la seule politique qui puisse encore sauver le pays. La journée d'hier a donc, par cette double élection, une importance considérable. On s'est compté dans ces deux scrutins, qui nous donnent plus que des espérances pour la lutte prochaine et décisive qui va s'engager.

Le désappointement des organes de la présidence va jusqu'à la fureur. Le *Soir*, ordinairement calme, s'exprime ainsi :

"La bataille parlementaire s'est engagée dès le premier jour avec une violence qui fait pressentir une lutte désespérée. On a peu parlé, mais en revanche chaque phrase a été un coup porté en pleine poitrine. La droite et le centre droit ont déposé une interpellation dont l'adoption implique le renversement du gouvernement. M. Dufaure n'a pu, grâce à M. Buffet, lire l'exposé des motifs des projets des lois constitutionnelles ; enfin, l'extrême gauche, faisant une fois de plus le jeu de la droite monarchique, a déposé, par la voix de M. Peyrat, une demande de dissolution, en y ajoutant des considérants nettement hostiles à la politique du gouvernement.

"Ce premier engagement pourrait avoir les conséquences les plus graves, si le gouvernement n'y trouvait pas de nouvelles raisons de se montrer énergique et résolu. Puisque c'est un parti pris, de la part des minorités violentes et pour ainsi dire factieuses, de rendre tout gouvernement impossible et d'acculer M. Thiers et ses ministres, que le nouveau cabinet, à son tour, accule ces minorités et les oblige à se prononcer pour ou contre lui, par un vote, sur la question de République ou de Monarchie.

"Qu'on se compte donc, une bonne fois, en plein soleil !

"Mieux vaut, après tout, tomber dans les bras du pays que de conserver un pouvoir sans force. Nous verrons bien comment s'y prendront les amis de M. Buffet, pour organiser et faire vivre le gouvernement de leur choix. Et les tâtonnements apprendront alors, à leurs dépens, ce qu'il en coûte de se faire, dans un intérêt électoral, les gardiens volontaires du mandat impératif.

"En présence de ce qui s'est passé aujourd'hui, le gouvernement s'est cuformé dans cet étroit dilemme :

"Ou bien, le jour prochain fixé pour l'interpellation, la République sera proclamée, et le gouvernement aura trouvé une majorité pour la constituer ;

"Ou bien le gouvernement aura le devoir d'abdiquer.

"Voilà les résolutions qu'exigent et l'honneur du gouvernement et les intérêts du pays, que de pareilles crises épuisent et tuent.

"M. le président de la République avait manifesté, hier matin, l'intention d'assister à la séance ; le conseil des ministres a préféré que M. Thiers ne fût pas présent à la fixation de l'ordre du jour.

"Nous le regrettons en voyant le manque de sang-froid dont a fait preuve M. Dufaure dans l'escarmouche d'hier. Il faut bien reconnaître que, dans les grandes batailles parlementaires qui vont s'engager, M. Thiers seul est capable de mener la campagne.

"Qu'il n'y vienne pas comme Président de la République : qu'il y vienne comme député, c'est son droit et aussi son devoir."

Voici la correspondance adressée de Paris au *Journal du Havre* par son rédacteur en chef :

Paris, le 20 mai 1873.

Le temps n'est pas aux paroles, il est aux actes. Aujourd'hui, comme hier, donc, on a peu parlé ; on a agi. Et l'on a agi avec ensemble et vigueur, hélas ! contre ce gouvernement constitué d'hier, et que la droite a juré de renverser. Et d'abord M. Buffet a été nommé président de l'Assemblée. Certes, on s'attendait à ce résultat, mais nul n'eût voulu croire qu'on le pourrait atteindre avec ce nombre de voix, relativement considérable. M. Buffet a eu 399 voix, et M. Martel seulement 289. C'est une majorité de 70 voix, qui est célébrée par des cris de joie, à droite. Puis est venu le scrutin pour les vice-présidents.

C'est chose étrange que de voir ces files de députés s'aligner le long des couloirs et des travées de la Chambre, leur bulletin à la main, défiler silencieusement, puis monter à la tribune et redescendre de l'autre côté, amis et adversaires. L'on sent que ce ne sont point, là, d'insoffensifs papiers, mais que chacun tient, en main, une arme de guerre, et l'on admire le public curieux qui, à chaque député connu escaladant la tribune, s'écrie, sans y rien voir de plus : "Tiens, voilà M. le duc de A... ou Mgr Dupanloup !"

Vous verrez au compte rendu officiel le résultat du scrutin pour les vice-présidents. M. Martel, au premier tour, n'a pu réunir,—lui qui avait toujours été élu, le premier vice-président,—la majorité absolue. Il a fallu procéder à un second tour, et cela, non sans difficulté, car la droite protestait par ses cris et ses acclamations. Mais ce qu'il y a de plus significatif, c'est la nomination de M. de Goulard comme vice-président. 359 voix à M. Buffet, 367 voix à M. de Goulard ; est-ce là un chiffre arrêté ? Sera-ce la majorité contre M. Thiers dans l'interpellation de vendredi ? Les hommes de la droite le disent et l'espèrent. Ils sont rayonnants.

Dans la salle des séances, M. le duc de Broglie va de banc en banc, excitant les fidèles. On le retrouve dans la salle des Pas-Perdus, où des groupes animés se forment. Ici M. Rasc, avec M. Chaimel-Lacour, se prononcent, échangeant de vives paroles ; auprès d'eux, M. Barodet, avec M. Millaud, puis M. Esquiros. M. Gambetta semble fort anxieux et ne cache pas sa déception à la lecture du projet des lois constitutionnelles. Les hommes de la droite, au contraire, semblent ravis, nous dis-ce projet,—qu'ils feignent au reste, de considérer comme sûr avenir,—nous de leurs succès d'hier et de celui d'aujourd'hui. "M. Thiers est battu en brèche, il est demi renversé. Il faut, vendredi, achever l'œuvre, et on l'achèvera !

M. Dufaure vient d'annoncer que le gouvernement accepte l'interpellation pour vendredi. Quelques-uns eussent mieux aimé que l'on discutât immédiatement ; mais le conseil des ministres a préféré la remettre à vendredi. Ce délai profitera-t-il au gouvernement ? Nul ne saurait le dire. Les droitiers supputaient leurs chances sur leurs doigts ; les jeunes surtout, et, parmi eux, MM. Johnston et Raoul Duval, les faisaient remarquer par leur activité. Renverser M. Thiers leur paraît d'un si grand bonheur, et ils en ont d'avance le sourire sur les lèvres. "Nous étions 365, hier au soir, disait M. Johnston, à l'heure qu'il est, nous voici 330 signataires ; 330, c'est juste le chiffre de la minorité du 29 novembre. Devons-nous espérer que, cette fois encore, ce chiffre demeurera la minorité ! Qui le sait ? Toujours est-il que c'est la une démonstration considérable." Les assaillants n'ont plus de scrupules : "Il faut, disait M. Raoul Duval, aller jusqu'au bout !"

Jusqu'au bout ?..... au bout de quoi ! Renverser M. Thiers !..... et après ! Après ! la plupart n'en savent rien. Ils ont un Rubicon à franchir, et ils s'y précipitent. M. de Broglie leur dit "qu'il a un gouvernement tout prêt," et ils le croient. Et puis on s'efforce de rassurer les peureux. En effet, il est question de demander vendredi le vote au scrutin secret, ce qui serait le comble..... je n'osais écrire le mot qui vient à ma plume, je me borne à mettre le comble..... de la prudence.

J'avais raison de dire que la semaine ne se passerait pas sans qu'un événement décisif eût lieu. C'est vendredi que se jouera, en face de l'Europe et des Prussiens, les destinées de la France. Il conserve, malgré tout, l'espoir que la victoire restera au gouvernement s'il est ferme en ses déclarations, si M. Thiers parle haut et clair. Le fera-t-il ? l'osera-t-il ? le pourra-t-il ? Tout est là. M. Casimir Périer est décidé, mais cela suffit-il ?

AMÉDÉE MARTEAU.

☞ Parmi les amers, il y en a d'insignifiants, il y en a de pernicieux, il y en a aussi, heureusement, qui se recommandent par leurs propriétés toniflantes. Parmi ces derniers, nous signalerons les HOME STOMACH BITTERS, dont l'essence a été confiée à M. E.E. Cassaudjy, 32 rue Tchoupitoulas.

La Veille de la Bataille.

Nous apprenons hier [illegible] Paris du 22 [illegible] était [illegible] de grande [illegible] Nous donnons ailleurs [illegible] partie [illegible] sera [illegible] du 22 [illegible] 31 [illegible] Marcy a [illegible] pour la [illegible] Buffet, n'a été du vice-président qu'à un troisième tour de scrutin, et à la majorité de sept voix seulement. La presse gouvernementale [illegible] dans [illegible] consolation et elle est remplie d'illusions sur le résultat de la crise :

L'Assemblée nationale, dit le *Temps*, a complété hier son bureau en élisant comme quatrième vice-président M. Martel, avec une majorité de sept voix sur le candidat de la droite, M. de Larcy. Cet échec non prévu par la droite, et venant à la suite [illegible] de M. Martel [illegible] de M. de Larcy [illegible] de la droite [illegible] du candidat légitimiste, et par la joie trop expansive avec laquelle la droite avait accueilli, provoquera de réflexion de M. de Larcy. L'élection de M. Martel paraît être le premier symptôme d'une réaction contre [illegible] [illegible] [illegible] qui [illegible] avait enfin accepté la candidature. Dans le doute, quelques-une de ses partisans s'étaient abstenus.

On lit dans le *Journal des Débats* :

"Dans le conseil des ministres tenu ce matin sous la présidence de M. Thiers, on s'est, dit-on, préoccupé de la procédure à suivre dans la discussion des interpellations en vertu de laquelle le vote de la majorité [illegible] attributions des pouvoirs [illegible] conditions de la responsabilité ministérielle.

"Le conseil a déclaré, à l'unanimité, que l'interpellation qui doit être discutée vendredi se rattache à la politique générale du gouvernement et engage la responsabilité du Président de la République.

"En conséquence, un message annonçant l'intention du Président de la République de prendre la parole sera adressé vendredi à l'Assemblée. M. Dufaure en donnera lecture à la Chambre à l'ouverture de la séance.

"Aux termes de l'article 1er de la loi du 13 mars, la discussion à l'occasion de laquelle le Président de la République veut prendre la parole est suspendue après la lecture du message, et le Président est entendu le lendemain, à moins qu'un vote spécial ne décide qu'il le sera le même jour. En outre, la séance doit être levée après qu'il a été entendu, et la discussion n'est reprise qu'à la séance ultérieure. Quant à la délibération, elle doit avoir lieu hors la présence du Président de la République.

"M. le duc de Broglie doit prendre le premier la parole pour soutenir l'interpellation.

"M. Dufaure ou M. Casimir Périer répondra.

"On croit que M. Thiers ne parlera que samedi."

Un journal annonce solennellement ce qui suit :

"L'Union républicaine, la gauche républicaine, le centre gauche, se sont mis d'accord pour former un grand *comité directeur* en vue de contre-balancer les manœuvres de la droite, et pour être prêts à tous événements."

On lit dans la *Presse* de ce soir :

"On nous assure, de très bonne source, que dans le cas où M. Thiers serait demandé en minorité, il ne se retirerait pas et choisirait un ministère à Droite."

Nous sommes en mesure, dit le *Soir*, d'affirmer que cette allégation est absolument inexacte. Il est très facile de deviner le but de cette manœuvre, mais il ne faut pas qu'il y ait d'équivoque. Demain, ce n'est pas M. le cabinet ; c'est le gouvernement qui est en jeu.

On lit dans le *Bien public* :

Le conseil des ministres a décidé à l'unanimité que l'interpellation des cent soixante avait un caractère essentiellement gouvernemental ; qu'elle visait non-seulement le cabinet nouveau, mais le Président et la République, chef du gouvernement. Du reste, nul parmi les signataires ou les adhérents ne nie le caractère de l'interpellation. Il est impossible que personne se fasse illusion sur les conséquences de cette interpellation, dans le cas où elle serait adoptée par la majorité. Ce serait un ordre du jour de blâme contre le gouvernement. Le blâme atteindrait le gouvernement tout entier, solidaire des dernières modifications, et entraînerait la retraite collective de tous les membres du gouvernement, sans exception. Nul, nous le répétons, ne peut s'illusionner à ce sujet, et chacun en gagnant ou en votant, a compris et comprendra, nous n'en doutons pas, la portée de sa signature ou de son vote."

Nous trouvons dans le *Figaro* du 23 les informations suivantes :

Même silence qu'hier. On commence néanmoins à parler d'un ordre du jour de transaction, mais de part et d'autre on reste dans le vague. C'est M. de Saint-Chéron qui en a dit le plus, dans sa correspondance publiée, comme on sait, par tous les journaux légitimistes de province. Un passage fort important regarde les princes d'Orléans et notamment M. le duc d'Aumale :

"Le prince de Joinville s'est levé avec la majorité dans les deux épreuves par assis et debout sur la lecture des projets constitutionnels ; mais le duc d'Aumale n'ayant pas bougé pendant la première épreuve, des cris se sont fait entendre sur plusieurs bancs de la droite, et alors le duc s'est décidé à se lever pour la seconde épreuve.

"Il n'est pas douteux que toute tentative pour porter le duc d'Aumale à la tête du gouvernement échouera dans l'Assemblée.

"Parmi les princes d'Orléans, il y en a un qui se distingue par son excellent esprit, c'est le duc d'Alençon, capitaine d'artillerie dans un des régiments de Vincennes.

"Le jeune prince disait un jour spirituellement : "Les ondes ne me rendront cette justice que je n'ai jamais été orléaniste."

"Les membres de la gauche sont en pleine conspiration contre l'Assemblée. On assure qu'ils conseillent à M. Thiers, s'il se trouve en minorité, de se retirer à Paris avec tous les ministres et toutes les fractions de la gauche, de s'appuyer sur le conseil municipal et sur les 180,000 électeurs barodettistes, et de mettre hors la loi la majorité conservatrice de l'Assemblée.

"M. Thiers, qui a toujours été très prudent à la veille des révolutions qu'il a préparées, a gardera bien de suivre le conseil de ces dangereux amis."

Cet article, on ce qui concerne M. le duc d'Aumale, se trouve confirmé par une note du *Pays*, qui avait déclaré, on s'en souvient, avant-hier, ne pouvoir accepter du gouvernement dont M. le duc d'Aumale serait le chef :

"Le parti bonapartiste, avant de prendre position dans la lutte parlementaire qui vient de s'engager, devait à ses convictions et à ses intérêts politiques, d'obtenir de ses nouveaux alliés de l'Assemblée nationale des garanties pour le cas où M. Thiers serait renversé et remplacé par eux.

"Il ne pouvait nous convenir de nous placer volontairement sous un régime qui nous eût laissés dans une situation tout aussi précaire et tout aussi défavorable.

"Alors nous avons fait les réserves que l'on connaît ; de plus, des démarches ont été faites auprès des chefs des conservateurs de l'Assemblée, afin que nous fussions couverts par des engagements solennels.

"Ces engagements ont été pris. Le cas échéant, ils seront tenus loyalement.

"Et l'alliance faite avec les monarchistes est d'autant plus sincère, d'autant plus étroite désormais, que nous n'avons rien demandé qu'on pût nous refuser. Il ne saurait, en effet, entrer dans notre esprit de profiter des difficultés actuelles pour pêcher en eau trouble. Exclus d'une façon odieuse de la politique active par le pacte de Bordeaux, nous y rentrons la tête haute, pour y prendre notre part légitime.

"La coalition des partis monarchiques est profondément honnête, parce qu'elle ne se fait au profit d'aucune ambition, mais au seul profit de la France. C'est une coalition sociale, et non une coalition politique, et nous défendons nos forces et nos existences plus encore que nos systèmes particuliers de gouvernement.

"En un mot, ce qui se passe à l'Assemblée n'est pas autre chose qu'une modification des pactes de Bordeaux ; le parti bonapartiste, qu'on avait autrefois refusé d'y admettre, y pénètre enfin au titre de place des républicains, qui méritèrent d'en être exclus pour avoir manqué à leur parole et à leurs engagements, en essayant de faire tourner à leur profit personnel ce qui ne devait tourner qu'à l'intérêt général."

— Néanmoins que fera-t-on si ?.... Telle est la question qui se retrouve sur toutes les lèvres. Le duc d'Aumale écarté, on verrait revenir l'inconnu, mais très probablement la droite et le centre droit, la Lorraine, c'est-à-dire ce qui enveloppait les anciens Trois-Evêchés.

L'Allemagne, dans sa campagne victorieuse de 1870-71, a reconquis que la *cinquième partie* de ce qu'elles avait perdu, *cinquième* environ de la Lorraine, et l'Alsace, moins la place importante de *Béfort*.

*Nil actum reputans, si quid superesset agen*dum,

Croyant n'avoir rien fait, s'il reste encore [illegible] à faire.

Qu'on se le dise à Vienne, à Berne, à Copenhague, à Amsterdam, à Bruxelles et à Paris.

LES ANNONCES ALLEMANDES.—Toujours la "vertueuse" Allemagne ! Cueillons au hasard dans les dernières années de la *Gazette de Voss*, une des feuilles berlinoises qui sont censées se respecter, quelques annonces qui peuvent faire juger de la vertu germanique :

Un jeune homme bien élevé s'offre pour accompagner à l'Exposition de Vienne une dame riche d'un âge mur.

Un jeune homme désire entrer en relation avec une jeune dame qui soit jolie, pour visiter avec elle théâtres et concerts, etc.

Deux jeunes négociants, qui ont le sec, deux bons lurons, désirent faire la connaissance de deux jolies dames.

Les jeunes et jolies femmes qui voudraient connaître le moyen de se faire photographier dans des attitudes gracieuses (etc), sont priées de donner leur adresse.

Une dame indépendante demande l'amitié d'un monsieur pas trop jeune.

Militär-wochenblatt, sur la couverture des plus sérieuses d'Allemagne, on trouve l'annonce de photographies de femmes dans les attitudes les plus répandues (etc).

ASSEMBLÉE NATIONALE.

Séance du mercredi 21 mai 1873.

[illegible] DE THIERS.

L'huissier [illegible] appelle le [illegible] Ballet, [illegible] en nomination [illegible] président de l'Assemblée nationale, et le baron de Larcy.

C'est pour la troisième fois qu'on va voter sur la vice-présidence de M. Martel, et cependant on ignore encore à gauche si M. Martel a accepté la candidature. Il n'y a [illegible] [illegible] [illegible] pour lui, mais seulement pour le principe et sans espoir de succès. Au contraire, les partisans de M. de Larcy sont pleins d'ardeur. L'un d'eux a dit un mot rempli d'espérances : "Nous renverserons le ministère en vertu de la victoire acquise." Mais voilà M. Thiers qui vient déposer son vote. Le gouvernement serait donc décidé à soutenir la candidature Martel.

Le vote [illegible] [illegible] [illegible] du candidat légitimiste, et par la joie trop expansive avec laquelle la droite avait accueilli, provoquera de réflexion de M. de Larcy. L'élection de M. Martel paraît être le premier symptôme d'une réaction contre [illegible] [illegible] [illegible] qui [illegible] avait enfin accepté la candidature. Dans le doute, quelques-une de ses partisans s'étaient abstenus.

On lit dans le *Journal des Débats* :

"Dans le conseil des ministres tenu ce matin sous la présidence de M. Thiers, on s'est, dit-on, préoccupé de la procédure à suivre dans la discussion des interpellations en vertu de laquelle le vote de la majorité [illegible] attributions des pouvoirs [illegible] conditions de la responsabilité ministérielle.

"Le conseil a déclaré, à l'unanimité, que l'interpellation qui doit être discutée vendredi se rattache à la politique générale du gouvernement et engage la responsabilité du Président de la République.

"En conséquence, un message annonçant l'intention du Président de la République de prendre la parole sera adressé vendredi à l'Assemblée. M. Dufaure en donnera lecture à la Chambre à l'ouverture de la séance.

"Aux termes de l'article 1er de la loi du 13 mars, la discussion à l'occasion de laquelle le Président de la République veut prendre la parole est suspendue après la lecture du message, et le Président est entendu le lendemain, à moins qu'un vote spécial ne décide qu'il le sera le même jour. En outre, la séance doit être levée après qu'il a été entendu, et la discussion n'est reprise qu'à la séance ultérieure. Quant à la délibération, elle doit avoir lieu hors la présence du Président de la République.

"M. le duc de Broglie doit prendre le premier la parole pour soutenir l'interpellation.

"M. Dufaure ou M. Casimir Périer répondra.

"On croit que M. Thiers ne parlera que samedi."

Un journal annonce solennellement ce qui suit :

"L'Union républicaine, la gauche républicaine, le centre gauche, se sont mis d'accord pour former un grand *comité directeur* en vue de contre-balancer les manœuvres de la droite, et pour être prêts à tous événements."

On lit dans la *Presse* de ce soir :

"On nous assure, de très bonne source, que dans le cas où M. Thiers serait demandé en minorité, il ne se retirerait pas et choisirait un ministère à Droite."

Nous sommes en mesure, dit le *Soir*, d'affirmer que cette allégation est absolument inexacte. Il est très facile de deviner le but de cette manœuvre, mais il ne faut pas qu'il y ait d'équivoque. Demain, ce n'est pas M. le cabinet ; c'est le gouvernement qui est en jeu.

On lit dans le *Bien public* :

Le conseil des ministres a décidé à l'unanimité que l'interpellation des cent soixante avait un caractère essentiellement gouvernemental ; qu'elle visait non-seulement le cabinet nouveau, mais le Président et la République, chef du gouvernement. Du reste, nul parmi les signataires ou les adhérents ne nie le caractère de l'interpellation. Il est impossible que personne se fasse illusion sur les conséquences de cette interpellation, dans le cas où elle serait adoptée par la majorité. Ce serait un ordre du jour de blâme contre le gouvernement. Le blâme atteindrait le gouvernement tout entier, solidaire des dernières modifications, et entraînerait la retraite collective de tous les membres du gouvernement, sans exception. Nul, nous le répétons, ne peut s'illusionner à ce sujet, et chacun en gagnant ou en votant, a compris et comprendra, nous n'en doutons pas, la portée de sa signature ou de son vote."

Nous trouvons dans le *Figaro* du 23 les informations suivantes :

Même silence qu'hier. On commence néanmoins à parler d'un ordre du jour de transaction, mais de part et d'autre on reste dans le vague. C'est M. de Saint-Chéron qui en a dit le plus, dans sa correspondance publiée, comme on sait, par tous les journaux légitimistes de province. Un passage fort important regarde les princes d'Orléans et notamment M. le duc d'Aumale :

"Le prince de Joinville s'est levé avec la majorité dans les deux épreuves par assis et debout sur la lecture des projets constitutionnels ; mais le duc d'Aumale n'ayant pas bougé pendant la première épreuve, des cris se sont fait entendre sur plusieurs bancs de la droite, et alors le duc s'est décidé à se lever pour la seconde épreuve.

"Il n'est pas douteux que toute tentative pour porter le duc d'Aumale à la tête du gouvernement échouera dans l'Assemblée.

"Parmi les princes d'Orléans, il y en a un qui se distingue par son excellent esprit, c'est le duc d'Alençon, capitaine d'artillerie dans un des régiments de Vincennes.

"Le jeune prince disait un jour spirituellement : "Les ondes ne me rendront cette justice que je n'ai jamais été orléaniste."

"Les membres de la gauche sont en pleine conspiration contre l'Assemblée. On assure qu'ils conseillent à M. Thiers, s'il se trouve en minorité, de se retirer à Paris avec tous les ministres et toutes les fractions de la gauche, de s'appuyer sur le conseil municipal et sur les 180,000 électeurs barodettistes, et de mettre hors la loi la majorité conservatrice de l'Assemblée.

"M. Thiers, qui a toujours été très prudent à la veille des révolutions qu'il a préparées, a gardera bien de suivre le conseil de ces dangereux amis."

Cet article, on ce qui concerne M. le duc d'Aumale, se trouve confirmé par une note du *Pays*, qui avait déclaré, on s'en souvient, avant-hier, ne pouvoir accepter du gouvernement dont M. le duc d'Aumale serait le chef :

"Le parti bonapartiste, avant de prendre position dans la lutte parlementaire qui vient de s'engager, devait à ses convictions et à ses intérêts politiques, d'obtenir de ses nouveaux alliés de l'Assemblée nationale des garanties pour le cas où M. Thiers serait renversé et remplacé par eux.

"Il ne pouvait nous convenir de nous placer volontairement sous un régime qui nous eût laissés dans une situation tout aussi précaire et tout aussi défavorable.

"Alors nous avons fait les réserves que l'on connaît ; de plus, des démarches ont été faites auprès des chefs des conservateurs de l'Assemblée, afin que nous fussions couverts par des engagements solennels.

"Ces engagements ont été pris. Le cas échéant, ils seront tenus loyalement.

"Et l'alliance faite avec les monarchistes est d'autant plus sincère, d'autant plus étroite désormais, que nous n'avons rien demandé qu'on pût nous refuser. Il ne saurait, en effet, entrer dans notre esprit de profiter des difficultés actuelles pour pêcher en eau trouble. Exclus d'une façon odieuse de la politique active par le pacte de Bordeaux, nous y rentrons la tête haute, pour y prendre notre part légitime.

"La coalition des partis monarchiques est profondément honnête, parce qu'elle ne se fait au profit d'aucune ambition, mais au seul profit de la France. C'est une coalition sociale, et non une coalition politique, et nous défendons nos forces et nos existences plus encore que nos systèmes particuliers de gouvernement.

"En un mot, ce qui se passe à l'Assemblée n'est pas autre chose qu'une modification des pactes de Bordeaux ; le parti bonapartiste, qu'on avait autrefois refusé d'y admettre, y pénètre enfin au titre de place des républicains, qui méritèrent d'en être exclus pour avoir manqué à leur parole et à leurs engagements, en essayant de faire tourner à leur profit personnel ce qui ne devait tourner qu'à l'intérêt général."

— Néanmoins que fera-t-on si ?.... Telle est la question qui se retrouve sur toutes les lèvres. Le duc d'Aumale écarté, on verrait revenir l'inconnu, mais très probablement la droite et le centre droit, la Lorraine, c'est-à-dire ce qui enveloppait les anciens Trois-Evêchés.

L'Allemagne, dans sa campagne victorieuse de 1870-71, a reconquis que la *cinquième partie* de ce qu'elles avait perdu, *cinquième* environ de la Lorraine, et l'Alsace, moins la place importante de *Béfort*.

*Nil actum reputans, si quid superesset agen*dum,

Croyant n'avoir rien fait, s'il reste encore [illegible] à faire.

Qu'on se le dise à Vienne, à Berne, à Copenhague, à Amsterdam, à Bruxelles et à Paris.

LES ANNONCES ALLEMANDES.—Toujours la "vertueuse" Allemagne ! Cueillons au hasard dans les dernières années de la *Gazette de Voss*, une des feuilles berlinoises qui sont censées se respecter, quelques annonces qui peuvent faire juger de la vertu germanique :

Un jeune homme bien élevé s'offre pour accompagner à l'Exposition de Vienne une dame riche d'un âge mur.

Un jeune homme désire entrer en relation avec une jeune dame qui soit jolie, pour visiter avec elle théâtres et concerts, etc.

Deux jeunes négociants, qui ont le sec, deux bons lurons, désirent faire la connaissance de deux jolies dames.

Les jeunes et jolies femmes qui voudraient connaître le moyen de se faire photographier dans des attitudes gracieuses (etc), sont priées de donner leur adresse.

Une dame indépendante demande l'amitié d'un monsieur pas trop jeune.

Militär-wochenblatt, sur la couverture des plus sérieuses d'Allemagne, on trouve l'annonce de photographies de femmes dans les attitudes les plus répandues (etc).

LES PIANOS DE GRUNEWALD.—Le grand magasin de Louis Grunewald, rue du Canal No 120, qui vient [illegible] [illegible] [illegible]